

République française Département de l'Hérault
Canton de Saint Pons de Thomières
Commune de Rosis

Procès-verbal du conseil municipal du mercredi 7 mai 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le 7 mai à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Madame Anne-Lise SAUTEREL, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 11

Nombre de membres présents ou représentés : 10

Date de convocation du conseil : 02/05/2025

Membres présents : SAUTEREL Anne-Lise, ALLIES Sébastien, BOUILLOT Bernard, BOUSQUET Alain, CONTU Denis, DELATTRE Raphaël, FARENQ Germain, FRISON Éric, SAUTEREL Stéphane.

Procuration : ROQUES Moïse à BOUSQUET Alain

Membres absents : RICARD Sébastien

Secrétaire de séance : ALLIES Sébastien

Lors de l'évocation de ce point à la séance du 9 avril 2025, le quorum n'ayant pas été atteint, le conseil a été à nouveau convoqué pour le mercredi 7 mai à 19 heures avec un seul point à l'ordre du jour et peut ainsi délibérer valablement sans condition de quorum.

Une convocation pour un second conseil, consécutif à celui reporté, a également été adressée aux conseillers avec un deuxième ordre du jour.

Mrs BOUILLOT Bernard, FARENQ Germain et BOUSQUET Alain étant directement ou indirectement impliqués dans cette association, ne prennent pas part au vote

Délibération 20250507 : Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'Association Couleurs Caroux

Madame le Maire rappelle au Conseil que M Farenq leur a remis lors de la séance du 15 mars 2025 une demande de prime exceptionnelle dont lecture a été faite en séance, qu'un exemplaire leur a été adressé par mail en PJ de la convocation du 9 avril 2025 et que le montant demandé par l'association s'élève à 279.92€ + 167.94€ soit un total de 447.86€, correspondant à des frais de téléphonie et internet. Madame le Maire précise également que contrairement à ce qui est noté dans le courrier, il n'y a jamais « eu d'accord de la mairie » pour la reprise des gîtes, ni autorisation pour travaux ou autres installations, de même la mairie n'a pas « proposé » une subvention exceptionnelle mais a répondu à l'interrogation relative à la date dépassée de dépôt des dossiers de subvention par la possibilité d'effectuer une telle demande, sans tacite accord.

M Bouillot n'a pas envie de s'exprimer, « tout est dit » mais ajoute qu'il ne sait pas à quoi correspond ce montant. Mme la Maire lui répond qu'elle est étonnée puisque le courrier qu'elle a réceptionné porte le nom et la signature de M Bouillot même si elle émet un doute sur la personne ayant officiellement signé le courrier.

M Frison demande si une demande de subvention classique a été faite, M Farenq précise que non, Mme le Maire répond négativement également en précisant que l'association avait pourtant été informée de cette possibilité ainsi que de la procédure. M Frison souligne qu'au vu des factures, on pourrait. M Sauterel répond qu'à ce compte-là, toutes les associations vont apporter leurs factures. M Contu fait référence à la délibération du 25/01 où il n'est nulle part mention d'accord. Mme le Maire indique qu'il y a eu un conflit, M Delattre relate ce qui s'est passé et regrette le coût communal final ainsi que l'absence d'appel d'offre.

Mme le Maire ne souhaite pas donner cette subvention, M Frison estime que la décision est difficile car il prend l'affaire en cours et préfère donc s'abstenir. Seul M Roques est favorable à l'octroi de la subvention.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29 2 relatif aux dépenses et recettes autorisées par le budget et les décisions modificatives

VU l'instruction comptable et budgétaire M57

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2311-7 précisant que l'attribution des subventions donne lieu à une délibération distincte du vote du budget

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2131-11,

CONSIDERANT que l'association Couleurs Caroux a déposé une demande de subvention exceptionnelle pour compenser les dépenses engagées par l'association pour les gîtes communaux et la Maison du Mouflon

Madame le Maire propose de délibérer sur cette demande et de déterminer le montant de la subvention qui pourrait être attribuée

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré,

A la majorité des membres présents ou représentés :

POUR : 1 CONTRE : 5 ABSTENTION : 1

- **REFUSE** l'attribution d'une subvention exceptionnelle à l'Association Couleurs Caroux

Madame le Maire demande l'autorisation de rajouter 2 points à l'ordre du jour : le RIFSEEP et le CDG. Autorisation accordée à l'unanimité

Délibération 20250507_1 : Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 9 avril 2025

CONSIDERANT qu'il est donné lecture du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 9 avril 2025,

Mme le Maire informe avoir envoyé en PJ le compte rendu aux conseillers, en l'absence de remarque et observation, elle le soumet au vote.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré, en l'absence de remarque ou d'observation

A l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APRES** avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du 9 avril 2025,

- **ACCEPTE** ce document.

Délibération 20250507_2 : Mise en gérance des gîtes communaux et de la Maison du Mouflon

Mme le Maire rappelle que le Conseil s'est prononcé en faveur d'une mise en gérance des 2 gîtes communaux ainsi que de la maison du Mouflon le 15 mars 2025. Un appel d'offre a donc été publié, 5 contacts ont été comptés, 3 se sont soldés par une visite et 2 dossiers de candidature ont été déposés. Une commission s'est réunie afin d'étudier les dossiers et celui de Mme SILVA a été retenu. Une proposition de convention a été adressée au Conseil (PJ de la convocation). Mme le Maire propose d'en discuter puis de délibérer pour suivre l'avis de la commission, approuver et l'autoriser à signer la convention et abroger les délibérations 20250315-9, 10 et 11.

M Bousquet interroge sur le montant du loyer qu'il trouve faible et demande qui composait la commission, ce à quoi M Frison répond qu'il n'y a pas d'intérêt à mettre 1 loyer élevé si c'est pour se planter et qu'il est normal de démarrer petit puis réajuster afin de permettre l'installation. M Delattre ne comprend pas vu ce qu'il s'est passé pour les anciens gérants que le loyer soit à ce montant.

Mme le Maire précise que le contrat court jusqu'à la fin de l'année et qu'un autre sera prévu l'an prochain. La commission a préféré permettre à la nouvelle gérante de s'installer progressivement et de ne pas avoir trop de frais immédiatement afin de lancer son entreprise, M Farenq confirme que vu ainsi, c'est logique car il faut le temps de prendre les réservations.

M Frison fait le point sur les 2 candidatures. M Farenq demande si Mme Silva va loger sur place (réponse affirmative) et confirme, comme le souligne Mme le Maire, que c'est primordial.

Mme le Maire confirme que le profil sélectionné correspond à ce qui est attendu dans l'immédiat et propose de passer au vote. M Bousquet s'abstient (également pour M Roques par procuration)

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29

VU la délibération n°20250315-8 en date du 15 mars 2025 acceptant la mise en gérance des gîtes communaux et de la Maison du Mouflon

VU la délibération n°20250315-9 en date du 15 mars 2025 fixant le montant du loyer du gîte René Magnaldi

VU la délibération n°20250315-10 en date du 15 mars 2025 fixant le montant du loyer du gîte Marcel Cèbe

VU la délibération n°20250315-11 en date du 15 mars 2025 fixant le montant du loyer de la Maison

du Mouflon

VU l'appel d'offre ouvert jusqu'au 21 avril 2025

VU les candidatures déposées

CONSIDERANT le dossier de candidature de Mme SILVA Nathalie qui correspond le mieux aux attentes du Conseil

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré,

A la majorité des membres présents ou représentés :

POUR : 8 ABSTENTION : 2

- **ACCEPTE** de donner la gérance des gîtes communaux et de la Maison du Mouflon à Mme SILVA Nathalie jusqu'au 31 décembre 2025.

- **ANNULE** les délibérations n°20250315-9, 20250315-10 et 20250315-11 concernant le montant de la location du gîte René Magnaldi, du gîte marcel Cèbe et de la Maison du Mouflon

- **FIXE** le montant total de la location à 350 € mensuel hors charges pour les gîtes René Magnaldi, Marcel Cèbe et pour la Maison du Mouflon avec 1 mois de caution.

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation des gîtes de Douch et de la Maison du Mouflon

- **DIT** que les crédits seront inscrits au compte 752 du budget communal

Délibération 20250507_3 : Modification de l'attribution du RIFSEEP suite à la création d'un nouveau cadre d'emploi

Madame le Maire rappelle au Conseil que lors de la réunion du 9 avril 2025 un poste d'Adjoint Administratif Principal de 2^{ème} classe à temps non complet a été créé pour être effectif au 1^{er} juillet 2025.

La création de ce poste nécessite de modifier le RIFSEEP pour inclure ce nouveau cadre d'emploi.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87 et 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

Vu l'avis du comité technique en date du 13 juin 2017 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la commune.

Vu la délibération N°20171005-3 portant la mise en place du RIFSEEP

Vu la délibération n°20200910-9 du 10 septembre 2020 portant modification de l'attribution du RIFSEEP suite à la création de nouveaux cadres d'emploi

Vu la délibération n°20220617-1 du 17 juin 2022 portant modification de l'attribution du RIFSEEP suite à la création de nouveaux cadres d'emploi

Vu la délibération n°20250409-3 en date du 9 avril 2025 portant création du cadre d'emploi d'Adjoint Administratif Principal de 2^{ème} classe

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de modifier le RIFSEEP et d'en déterminer les critères d'attribution :

Article 1 : les bénéficiaires

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents titulaires, aux agents stagiaires exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné.

Le RIFSEEP est applicable aux cadres d'emplois suivants :

- Adjoint Administratif Territorial Principal de 1^{ère} classe
- Adjoint Administratif Territorial Principal de 2^{ème} classe

- Adjoint Technique Territorial
- Adjoint Administratif Territorial

Article 2 : modalités de versement

Les montants des indemnités seront revalorisés automatiquement suivant l'évolution du point d'indice de la fonction publique toutes les fois où le montant des primes et indemnités instituées est lié à ce point ou en cas de changement dans les conditions fixées par les textes réglementaires applicables pour les primes et indemnités établies par référence à des taux forfaitaires non indexés sur la valeur du point de la fonction publique.

Les montants individuels pourront être modulés par arrêté de l'autorité territoriale dans les limites et conditions fixées par les textes applicables à la fonction publique d'État ou selon les critères fixés, pour chaque prime, par l'assemblée délibérante.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la collectivité en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

Concernant les indisponibilités physiques et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le RIFSEEP sera maintenu dans les mêmes conditions que le traitement, durant les congés suivants :

- congés de maladie ordinaire (traitement maintenu pendant les 3 premiers mois puis réduit de moitié pour les 9 mois suivants) ;
- congés annuels (plein traitement) ;
- congés pour accident de service ou maladie professionnelle (plein traitement) ;
- congés de maternité, de paternité et d'adoption (plein traitement).

Il sera suspendu en cas de congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel.

Article 3 : structure du RIFSEEP

Le RIFSEEP comprend 2 parts :

- l'Indemnité de Fonction, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) qui valorise la nature des fonctions des agents et leur expérience professionnelle ;
- le Complément Indemnitaire Annuel (CIA), pour récompenser l'engagement professionnel et la manière de servir – Le CIA est facultatif.

Article 4 : l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)

Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions. Les fonctions occupées par les fonctionnaires d'un même corps ou statut d'emploi sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- des fonctions de responsabilité, d'encadrement, de coordination et de pilotage pour le poste de direction.
- de la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions pour l'ensemble des postes.
- des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel pour l'ensemble des postes.

L'IFSE est également modulée en fonction de l'expérience professionnelle qui est assimilée à la connaissance acquise par la pratique et repose sur :

- l'élargissement des compétences par l'intermédiaire de formation ou de recherche personnelle.
- l'approfondissement des savoirs par l'intermédiaire de formation, de diplômes ou de concours.
- la consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste. Acquisitions d'informations sur le terrain ou auprès d'autres collectivités ou un professionnel.

Le montant de l'IFSE est réexaminé :

- en cas de changement de fonctions ;
- tous les deux ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

L'IFSE est versée mensuellement.

Les groupes de fonctions et les montants maximum annuels sont fixés comme suit :

Cadre d'emplois	Groupe	Emploi	Montant maximal
-----------------	--------	--------	-----------------

			individuel annuel IFSE en €
Adjoint Administratif Territorial Principal 1 ^{ère} classe	Groupe 2	Direction	1 240
Adjoint Administratif Territorial Principal 2 ^{ème} classe	Groupe 2	Secrétariat	1 200
Adjoint Technique Territorial	Groupe 2	Agent d'exécution	600
Adjoint Administratif Territorial	Groupe 2	Agent d'exécution	1 200

Article 5 : le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

Le CIA est versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

L'appréciation de la manière de servir se fonde sur l'entretien professionnel. Dès lors, il sera tenu compte de la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs.

Plus généralement, seront appréciés) :

- la valeur professionnelle de l'agent ;
- son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions ;
- son sens du service public ;
- sa capacité à travailler en équipe ;
- sa contribution au collectif de travail.
- sa disponibilité en dehors des heures de travail

Le CIA est versé annuellement au mois de novembre.

Les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

Cadre d'emplois	Groupe	Emploi	Montant maximal individuel annuel CIA en €
Adjoint Administratif Territorial Principal 1 ^{ère} classe	Groupe 2	Direction	0
Adjoint Administratif Territorial Principal 2 ^{ème} classe	Groupe 2	Secrétariat	0
Adjoint Technique Territorial	Groupe 2	Agent d'exécution	0
Adjoint Administratif Territorial	Groupe 2	Agent d'exécution	0

Article 6 : cumuls possibles

Le RIFSEEP est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

Il est donc cumulable, par nature, avec :

- l'indemnité horaire pour travail supplémentaire;
- la nouvelle bonification indiciaire ;
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, l'assemblée délibérante décide :

- **DE MODIFIER** le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) tel que présenté ci-dessus ;
- **D'AUTORISER** Madame le Maire à fixer par arrêté individuel le montant de l'IFSE et du CIA versés aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus ;
- **QUE** la présente délibération abroge toutes les délibérations antérieures concernant le régime indemnitaire ;
- **DE PREVOIR** et d'inscrire les crédits correspondants au budget.

Délibération 20250507_4 : Protection sociale complémentaire – Convention de participation pour la couverture du risque santé des agents

Madame le Maire rappelle qu'à partir du 1^{er} janvier 2026, la collectivité sera dans l'obligation de participer financièrement à une protection sociale complémentaire « santé » (mutuelle) pour les agents adhérant au contrat groupe choisi par la collectivité. Si l'agent n'adhère pas au contrat de groupe, il faudra impérativement que son contrat individuel soit labellisé.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault a engagé un marché afin de proposer aux collectivités et aux agents une offre adaptée et compétitive. Madame le Maire propose donc de donner mandat au CDG34 pour négocier une mise en concurrence afin de pouvoir bénéficier d'un contrat de groupe.

La réforme de la protection sociale complémentaire (PSC) dans la fonction publique territoriale, initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, place la couverture des risques prévoyance et santé des agents au premier plan de la responsabilité des employeurs publics territoriaux.

Elle introduit notamment une obligation pour ces derniers de mettre en œuvre une participation financière à la couverture du risque Prévoyance de leurs agents à compter du 1er janvier 2025, puis à celle des risques frais de Santé à compter du 1er janvier 2026, ainsi que des niveaux minimums de couverture pour chacun des risques. Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 est venu en préciser les modalités.

A l'issue d'un processus de négociation engagé au niveau national, l'accord collectif signé le 11 juillet 2023 ouvre en parallèle du volet Prévoyance des discussions sur les contours des futurs régimes de couverture du risque Santé. En effet, les parties audit accord s'engagent à un dispositif de revoyure qui a vocation à se substituer à celui prévu au II de l'article 8 du décret n° 2022-581 du 20 avril 2022.

A ce stade, la participation minimale des employeurs territoriaux en matière de Frais de Santé à compter du 1er janvier 2026 s'établit à 15€ par agent et par mois (soit 50 % d'un montant de référence fixé à 30€). En outre, les contrats Frais de Santé proposés aux agents de la Fonction Publique Territoriale doivent être constitués d'un panier de soins de référence, déterminé par le décret n° 2022- 581 du 20 avril 2022 et précisé au II de l'article L. 911-7 du code de la sécurité sociale.

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 a également confirmé le rôle d'expertise des centres de Gestion qui ont désormais l'obligation de conclure, pour le compte des collectivités territoriales et des établissements publics de leur ressort, des conventions de participation en matière de Santé et de Prévoyance.

Enjeux

L'enjeu financier n'est donc plus du tout le même pour les collectivités territoriales avec un élargissement de la base des bénéficiaires d'une part, et de la participation unitaire d'autre part.

Les employeurs publics territoriaux doivent donc, à plus ou moins brève échéance, engager d'une part des négociations avec les organisations syndicales et, d'autre part, une procédure de mise en concurrence en conformité avec le code de la commande publique pour sélectionner le ou les organismes assureurs qui couvriront les garanties de santé dans le cadre de contrats collectifs.

Les enjeux sont multiples : couverture complémentaire de frais de santé pouvant découler de situations de maladie, maternité ou encore d'accident, attractivité du secteur public, équilibre financier, dialogue social. Le domaine expert qu'est celui de l'assurance des collectivités et de leurs établissements publics en accroît la complexité.

Au regard de ce contexte juridique et technique, compte tenu de la complexité et l'expertise imposées par ce type de dossier, et afin de répondre à l'ensemble de ces enjeux, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34) a décidé d'engager un marché départemental afin d'être en mesure de proposer à l'ensemble des employeurs publics du département et à leurs agents une offre pointue et adaptée aux différentes problématiques rencontrées en matière de santé, à compter du 1er janvier 2026.

Méthodologie, concertation

Dans cette perspective, le CDG 34 s'est engagé dans une démarche experte et globale, qui offre aux collectivités territoriales et aux établissements publics de son ressort un accompagnement de haut niveau sur tous les aspects juridiques, fiscaux, sociaux et financiers inhérent à la Protection Sociale Complémentaire.

Ainsi, le CDG 34 pilotera l'ensemble du processus, tant pour ce qui

concerne la définition des régimes de garanties, la rédaction du cahier des charges, la conduite des négociations avec les assureurs, l'analyse des offres, la mise en place de la gestion des prestations et le suivi et le pilotage des contrats dans le temps, au bénéfice des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux, ainsi que des agents assurés.

La mutualisation des risques sur un large périmètre permettra de renforcer l'attractivité auprès des organismes d'assurances, mais également de mieux piloter les risques, et par là-même de maîtriser les évolutions tarifaires dans le temps.

Madame le Maire informe les membres de l'assemblée que le CDG 34 va lancer mi-juin 2025, pour le compte des collectivités territoriales et établissements publics lui ayant donné mandat, une procédure de mise en concurrence en conformité avec le code de la commande publique pour conclure des conventions de participation pour la couverture du risque Santé.

Cette procédure permettra à tout agent d'un employeur public territorial ayant adhéré aux conventions de participation d'accéder à une offre de garanties d'assurance Santé mutualisées et attractives éligibles à la participation financière de son employeur, à effet du 1er janvier 2026.

Madame le Maire précise qu'afin de pouvoir bénéficier de ce dispositif, il convient de donner mandat préalable au CDG 34 afin de mener la mise en concurrence.

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12 ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique ;

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 04/03/25 ;

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré,

A l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **DONNE** mandat au CDG 34 pour l'organisation, la conduite et la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion de conventions de participation pour la couverture du risque Santé.

QUESTIONS DIVERSES :

- Mme le Maire informe que suite aux entretiens, le poste d'adjoint administratif est attribué à Mme MICHEL Patricia à qui elle souhaite la bienvenue.

- 8/05/2025 : la cérémonie aura lieu demain, le RV est fixé à 18h sur le parking du cimetière d'Andabre

- Les élèves de l'école primaire de Plaisance doivent venir décorer la cour de la mairie et quelques jardinières dans la rue principale d'Andabre le 09/05.

- le 17 mai aura lieu le loto du RPIPP, au foyer rural de Plaisance, les bénéfices serviront pour le voyage scolaire des enfants.

- Mme le Maire rappelle à M Contu la réunion avec le Préfet pour la saison estivale (visio ou présentiel) le 21/05 et lui demande s'il sera présent avec elle.

- Mme le Maire informe les conseillers d'un concert à l'église de Taussac auquel elle ne peut assister et demande si quelqu'un souhaite représenter la commune -> réponse négative.

- 8/06 : course cycliste la Murataise sur la partie haute de la commune (route de l'Espinouse) et également trail de Roquandouïre

- 12/06 à 14h rencontre publique avec l'EVS de la CCHL et les habitants à la salle communale

d'Andabre.

- 20/06 journée sur le Patou à Douch, organisée par le PNR avec éventuellement une ouverture/inauguration de la Maison du Mouflon.
- 04/07 : projection à la salle culturelle de St Gervais d'un film par le PNR
- Programme éclairage public 2025 : il était prévu de changer 14 luminaires en LED mais au vu de l'extinction nocturne, Mme le Maire a demandé d'installer les poteaux manquants prioritairement. M Farenq indique que le branchement devant le poteau du gîte M Cebe n'a pas été réalisé, Mme le Maire lui répond avoir reçu l'information immédiatement et que le nécessaire a été fait auprès de l'entreprise qui devrait faire le branchement lors d'un prochain passage.

Madame le Maire ayant évoqué tous les points et sujets qu'elle souhaitait communiquer, demande si quelqu'un a une information à faire passer, une éventuelle question ou un sujet à aborder. En l'absence d'autres interventions, l'ordre du jour étant épuisé, Madame le Maire lève la séance à 19 heures 55.

Madame le Maire



Anne-Lise SAUTEREL

Secrétaire de Séance

Sébastien ALLIES

